

Avenant n° 85 du 16 septembre 2025

relatif à la modification du titre IV « Régimes de retraite et de prévoyance »
de la convention collective

NOR : ASET2650055M

IDCC : 2190

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UNML,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SYNAMI CFTD,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'appel à concurrence mis en œuvre conformément à la procédure définie par le décret n° 2015-13 du 8 janvier 2015, a permis le choix par les partenaires sociaux de la branche de MUTEX et de l'OCIRP en tant qu'organismes assureurs recommandés.

Le présent avenant formalise la recommandation de ces organismes assureurs.

Le titre IV de la convention collective nationale des missions locales et PAIO du 21 février 2001 est modifié en conséquence.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des structures relevant de la convention collective nationale des missions locales et PAIO.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant s'applique à l'ensemble des structures quel que soit l'effectif de l'association.

Article 2 | Modification du titre IV « Régimes de retraite et de prévoyance »

Le titre IV intitulé « Régimes de retraite et de prévoyance » est modifié comme suit.

Le titre IV-1 intitulé « Régime de retraite complémentaire » est inchangé.

Le titre IV-2 intitulé « Régime de prévoyance complémentaire » est modifié comme suit :

Article 4.2.1 dont l'intitulé est désormais « Création d'un régime de prévoyance complémentaire et recommandation d'organismes assureurs » est modifié comme suit :

« 4.2.1. Création d'un régime de prévoyance complémentaire et recommandation d'organismes assureurs »

Les organisations syndicales patronales et de salariés représentatives décident d'instaurer un régime de prévoyance, à l'attention de l'ensemble du personnel des organismes entrant dans le champ d'application du présent texte conventionnel, et procèdent à la recommandation des organismes suivants :

Maintien de salaire

MUTEX, société anonyme au capital de 37 302 300 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 529 219 040, entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 140, avenue de la République, 92320 Châtillon.

Incapacité

MUTEX, société anonyme au capital de 37 302 300 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 529 219 040, entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 140, avenue de la République, 92320 Châtillon.

Invalidité

MUTEX, société anonyme au capital de 37 302 300 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 529 219 040, entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 140, avenue de la République, 92320 Châtillon.

Décès

MUTEX, société anonyme au capital de 37 302 300 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 529 219 040, entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 140, avenue de la République, 92320 Châtillon.

Rente éducation

Assureur OCIRP : union d'institutions de prévoyance, agréées, régies par les dispositions du livre IX du code de la sécurité sociale.

Rente du conjoint

Assureur OCIRP : union d'institutions de prévoyance, agréées, régies par les dispositions du livre IX du code de la sécurité sociale. »

L'article 4.2.5 intitulé « Garantie invalidité et incapacité permanente partielle » devient l'article 4.2.6.

L'article 4.2.6 intitulé « Garantie décès (y compris la garantie frais d'obsèques), garantie rente éducation et garantie rente conjoint » devient l'article 4.2.7.

L'article 4.2.6.1 intitulé « Les bénéficiaires de la garantie décès » devient l'article 4.2.7.1.

L'article 4.2.6.2 intitulé « Garantie frais d'obsèques » devient l'article 4.2.7.2.

L'article 4.2.6.3 intitulé « Descriptif des garanties » devient l'article 4.2.7.3 et est modifié comme suit :

« 4.2.7.3. Descriptif des garanties

Descriptif des garanties	Prestations en pourcentage salaire de référence
Garanties en cas de décès	
Capital décès « toutes causes » Perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA) Versement d'un capital égal à : Quelle que soit la situation de famille :	200 % du salaire brut
Capital décès « accidentel » Perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA) « Accidentel » Versement d'un capital égal à : Quelle que soit la situation de famille :	400 % du salaire brut
Double effet En cas de décès postérieur ou simultané à celui du salarié, du conjoint et assimilé ne relevant pas de la convention collective, non remarié, il est versé au(x) enfant(s) à charge un capital égal à :	200 % du salaire brut
Allocation obsèques En cas de décès de l'assuré, de son conjoint, son concubin ou partenaire lié par un Pacs, ou d'un enfant à charge ^[1] , versement d'un capital à la personne ayant pris en charge les frais d'obsèques	200 % du plafond mensuel de la sécurité sociale
Garantie rente éducation	
Rente éducation En cas de décès ou de perte totale et irréversible d'autonomie du salarié, il est versé une rente temporaire d'éducation à chaque enfant à charge, d'un montant égal à :	Jusqu'au 11 ^e anniversaire : 3 fois le Smic mensuel brut Du 11 ^e à 18 ^e anniversaire : 4 fois le Smic mensuel brut Du 18 ^e à 25 ^e anniversaire en cas de poursuite d'étude (et autres dispositions figurant au cahier des charges) : 6 fois le Smic mensuel brut Enfant en cas d'invalidité (équivalente à l'invalidité de 2 ^e et 3 ^e catégorie) reconnu avant son 21 ^e anniversaire : rente viagère, 4 fois le Smic mensuel brut
Garantie rente de conjoint	
Rente de conjoint En cas de décès avant le départ à la retraite du salarié, il est versé au conjoint et assimilé survivant, jusqu'à son départ en retraite une rente d'un montant égal à :	15 % du salaire annuel brut
[1] Les prestations versées au titre du décès d'un enfant de moins de 12 ans sont limitées aux frais réellement engagés.	

L'article 4.2.7 intitulé « Clauses communes à l'ensemble des garanties » devient l'article 4.2.8.

L'article 4.2.8 intitulé « Taux de cotisation » devient l'article 4.2.9 et est modifié comme suit :

« 4.2.9. Taux de cotisation

Les taux contractuels sont les suivants jusqu'au 31 décembre 2028, hors évolutions législatives ou réglementaires :

4.2.9.1. Cotisations maintien de salaire

Prestation	Ensemble du personnel	
	T1	T2
Maintien de salaire ^[1]	0,937 %	1,855 %
[1] Cotisation à la charge exclusive de l'employeur.		

4.2.9.2. Cotisations décès, incapacité et invalidité

Prestation	Ensemble du personnel		Part salarié		Part employeur	
	T1	T2	T1	T2	T1	T2
Décès/PTIA/double effet conjoint/obsèques	0,491 %	0,407 %	0,000 %	0,000 %	0,491 %	0,407 %
Rente éducation et rente viagère	0,122 %	0,122 %	0,000 %	0,000 %	0,122 %	0,122 %
Rente temporaire de conjoint	0,228 %	0,228 %	0,000 %	0,000 %	0,228 %	0,228 %
Incapacité temporaire de travail ^[1]	0,429 %	0,634 %	0,429 %	0,634 %	0,000 %	0,000 %
Invalidité/incapacité permanente professionnelle	0,756 %	1,277 %	0,460 %	0,723 %	0,30 %	0,55 %
Total	2,026 %	2,668 %	0,889 %	1,357 %	1,137 %	1,311 %
[1] Cotisation à la charge exclusive des salariés.						

4.2.9.3. Taux d'appel des cotisations du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027

Pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027, les taux de cotisations appelés sont les suivants, hors évolutions législatives et réglementaires :

4.2.9.3.1. Cotisations maintien de salaire

Prestation	Ensemble du personnel	
	T1	T2
Maintien de salaire ^[1]	0,899 %	1,780 %
[1] Cotisation à la charge exclusive de l'employeur.		

4.2.9.3.2. Cotisations décès, incapacité temporaire de travail et invalidité

Prestation	Ensemble du personnel		Part salarié		Part employeur	
	T1	T2	T1	T2	T1	T2
Décès/PTIA/double effet conjoint/obsèques	0,471 %	0,390 %	0,000 %	0,000 %	0,471 %	0,390 %
Rente éducation et rente viagère	0,117 %	0,117 %	0,000 %	0,000 %	0,117 %	0,117 %
Rente temporaire de conjoint	0,219 %	0,219 %	0,000 %	0,000 %	0,219 %	0,219 %

Prestation	Ensemble du personnel		Part salarié		Part employeur	
	T1	T2	T1	T2	T1	T2
Incapacité temporaire de travail ^[1]	0,411 %	0,608 %	0,411 %	0,608 %	0,000 %	0,000 %
Invalidité/incapacité permanente professionnelle	0,724 %	1,224 %	0,428 %	0,670 %	0,30 %	0,55 %
Total	1,942 %	2,558 %	0,839 %	1,278 %	1,103 %	1,280 %
[1] Cotisation à la charge exclusive des salariés.						

L'article 4.2.9 intitulé « Condition spécifique liée à la prise en charge des malades en cours » devient l'article 4.2.10.

L'article 4.2.10 intitulé « Recommandation de mise en œuvre du régime » est supprimé.

Les articles 4.2.11, 4.2.12 et 4.2.13 sont inchangés.

L'article 4.2.14 est modifié comme suit :

« 4.2.14. Degré élevé de solidarité du régime prévoyance

Le présent accord présente un degré élevé de solidarité au sens de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale et comprend, à ce titre, des prestations à caractère non directement contributif.

La part de cotisation affectée au financement de ce degré élevé de solidarité est fixée à 2 % de la cotisation d'assurance versée par les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord.

Ce financement incombe aux entreprises assurées auprès des organismes assureurs recommandés et également à celles assurées auprès d'un organisme assureur autre que ceux recommandés.

Chaque entreprise verse cette part de la cotisation d'assurance à l'organisme assureur qu'elle a sélectionné. Celle-ci doit garantir la mise en œuvre par l'organisme assureur sélectionné d'actions de solidarité, telles que définies à l'article R. 912-2 du code de la sécurité sociale, pour l'ensemble des salariés et entreprises relevant de la convention collective des missions locales et PAIO.

Un règlement est établi entre les organismes assureurs recommandés et les organisations syndicales patronales et de salariés représentatives, qui détermine les garanties présentant un degré élevé de solidarité pour les structures adhérant à l'un des organismes assureurs recommandés. »

Les autres articles du titre IV sont inchangés.

Article 3 | *Durée de l'accord*

L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4 | *Révision, dénonciation de l'accord*

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 à L. 2261-12 du code du travail.

Article 5 | *Publicité. Dépôt et extension de l'accord*

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires pour sa remise à chacune des organisations signataires et pour l'accomplissement des formalités administratives utiles.

Le présent avenant sera notifié, à l'initiative de la partie la plus diligente, à l'ensemble des organisations représentatives, et fera l'objet des formalités de publicité et dépôt, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les parties signataires conviennent, à l'initiative de la plus diligente, de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, l'extension du présent accord en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 6 | Date d'effet de l'avenant

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} janvier 2026.

Fait à Paris, le 16 septembre 2025.

(Suivent les signatures.)